

MARS 2016

Document de réflexion

Bilan de l'observatoire sur les conséquences des mesures d'austérité 2014-2016

MINH NGUYEN

chercheur à l'IRIS

L'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS), un institut de recherche indépendant et progressiste, a été fondé à l'automne 2000. Son équipe de chercheur·e·s se positionne sur les grands enjeux socio-économiques de l'heure et offre ses services aux groupes communautaires et aux syndicats pour des projets de recherche spécifiques.

INSTITUT DE RECHERCHE ET D'INFORMATIONS SOCIO-ÉCONOMIQUES

1710, rue Beaudry, bureau 3.4, Montréal (Québec) H2L 3E7

514.789.2409 • iris-recherche.qc.ca

REMERCIEMENTS

L'auteur tient à remercier un ensemble de personnes sans qui ce document de réflexion n'aurait pu être. Les commentaires de l'équipe de chercheurs de l'IRIS et les corrections de Martin Dufresne ont rehaussé la qualité de ce document de réflexion, tant sur le plan de la forme que du fond. Nous leur transmettons tous nos remerciements. Toutes les erreurs se trouvant encore néanmoins dans ce texte relèvent de l'entière responsabilité de l'auteur.

Depuis 2014, le gouvernement Couillard refuse obstinément de définir ses politiques comme relevant de l'austérité budgétaire, préférant parler plutôt de rigueur. De plus, ce dernier a longtemps nié que ces coupes et compressions affectaient la population, et plus spécifiquement les plus vulnérables d'entre nous. Pour vérifier la véracité de ces propos, l'IRIS a fait une compilation des mesures adoptées depuis 2014 à l'aide d'un outil spécialisé, son *Observatoire des conséquences des mesures d'austérité au Québec*¹. Dans le cadre de cette activité de recension, un constat nous est vite apparu évident : ces compressions affectent et mettent à mal nos services publics. À l'heure où nous rédigeons ces mots, nous avons recensé pas moins de 342 compressions, qui équivalent à plus de 4 G\$. Contre la prétention du gouvernement, nous montrons donc qu'une politique d'austérité est bel et bien à l'œuvre.

En janvier dernier, au moment de son remaniement ministériel, le gouvernement québécois a changé de discours. Il avance maintenant qu'après cette phase de coupes, une ère de prospérité attend notre société qui permettra à l'État d'investir dans de nouveaux projets porteurs pour l'économie québécoise. Or, il est important de comprendre qu'en dépit de ces belles promesses, des dommages considérables ont déjà été faits : pendant que le gouvernement modifie son discours pour parler de prospérité, tous les services à la population se retrouvent soit déstructurés, soit sous-financés, soit les deux.

Dans ce document de réflexion, nous allons donc nous pencher sur les tendances lourdes observées dans le cadre de ce travail sur les mesures d'austérité au Québec depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement Couillard. Nous verrons par la suite quelles sont les principales répercussions de ces mesures pour la vie publique au Québec.

1

Portrait de l'austérité

Avant de commencer, il est important de mentionner certaines précautions d'ordre méthodologique. Il faut comprendre que l'IRIS n'a pas la prétention d'avoir recensé de manière exhaustive toutes les compressions apportées entre 2014 et 2016. Notre tableau 1 permet de localiser les secteurs et le champ de chaque coupure recensée. Par ailleurs, ces compressions ne sont que la pointe de l'iceberg.

Tableau 1

Nombre de coupures recensées dans l'Observatoire des conséquences des mesures d'austérité au Québec 2014-2016, par secteur d'activité

Secteur d'activité	Nombre de compressions recensées dans l'observatoire
Éducation primaire secondaire	77
Éducation post-secondaire	65
Santé et services sociaux	78
Emploi et solidarité sociale	6
Fonction publique	17
Famille	15
Aide à l'emploi	9
Développement local et régional	17
Logement et habitation	9
Environnement	4
Égalité homme/femme, sensibilisation contre le sexisme et l'homophobie	8
Justice	4
Culture	18
Transport	3
Hausse de tarif	12
Total	342

Sur le plan méthodologique, nous n'avons retenu que les compressions qui ont fait l'objet d'une couverture médiatique, que ce soit dans des grands médias ou encore dans les hebdomadaires régionaux. Ce choix méthodologique assurait au lecteur la possibilité de consulter les sources journalistiques à partir desquelles furent comptabilisées ces compressions et leurs conséquences. En retour, ceci fait en sorte que certaines compressions nous ont échappé. En outre, on remarque une sous-représentation du milieu communautaire dans notre Observatoire, probablement en raison du mode de cueillette de données retenu.

Aussi, certaines régions reçoivent plus de couverture médiatique que d'autres. Montréal et la Capitale-Nationale sont des régions administratives dans lesquelles on retrouve plus de compressions recensées que, par exemple, la Côte-Nord ou Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. En retour, on retrouve plus de compressions spécifiques à des établissements en région que dans les grandes villes. Par exemple, on recensera plus de compressions dans des CPE en région qu'à Montréal, pour la simple raison que les hebdomadaires régionaux sont bien enracinés dans les événements qui marquent leurs communautés, alors que les grands quotidiens ne peuvent pas se permettre de couvrir chaque compression survenue dans chaque CPE montréalais.

En bref, si la méthodologie retenue dans le cadre de l'Observatoire nous permettait de voir les manifestations concrètes des politiques d'austérité, elle ne nous a pas permis de cerner toute l'étendue du phénomène.

2

Portrait des compressions

À un moment ou un autre de nos vies, nous aurons besoin d'étudier, de faire garder nos enfants, de les envoyer à l'école, d'avoir accès à des soins de santé pour nous ou pour les personnes à notre charge, etc. La mise en place de services publics signifie que nous reconnaissons, en tant que société, qu'il y a des risques que l'on peut diminuer en mettant en place des structures qui rendent ces dimensions de la vie plus facile à assumer collectivement qu'individuellement.

Or, toutes les dimensions de la vie en société ont été affectées par les mesures d'austérité du gouvernement Couillard, et ceci a eu des effets concrets sur le fonctionnement des différents services.

Prenons par exemple le cas l'éducation postsecondaire. Notre tableau 2 illustre les montants globaux des compressions dans ce secteur.

Tableau 2

Compressions globales dans le secteur de l'éducation postsecondaire au Québec entre 2014 et 2016

Secteur	Montant des compressions
Le réseau collégial du Québec	81 M\$
Le réseau universitaire du Québec	244,8 M\$
Fonds de recherche nature et technologie	10 M\$
Total	335,8 M\$

SOURCE Observatoire sur les conséquences de l'austérité 2014-2016, calculs de l'IRIS.

Outre ces compressions, on peut aussi considérer les hausses de frais de scolarité pour les étudiant·e·s français et étrangers dans l'équation. Il a été annoncé en février 2016 que «les universités pourraient hausser jusqu'à 25 % la facture d'un étudiant étranger à compter de l'automne [...]». Cette augmentation maximale représenterait entre 3000 \$ et 4000 \$ pour une année d'études à temps plein (30 crédits).»² Dans la même logique, les étudiant·e·s français au premier cycle doivent maintenant payer près de trois fois³ ce que paient les étudiant·e·s québécois alors qu'ils bénéficiaient jadis des mêmes frais de scolarité. Ces compressions ont, bien entendu, des impacts sur les

services offerts. On constate, par exemple, une baisse de 50 % des taux d'inscription d'étudiant·e·s français après cette hausse des frais de scolarité à l'École de technologie supérieure.

Au plan institutionnel, de nombreuses pertes d'emplois dans les cégeps ont été observées, la plupart du temps dans des postes de soutien. On peut aussi constater une perte importante de ressources au niveau des services : réduction des heures d'ouverture des bibliothèques, fermeture de clubs sportifs et diminution d'achats de livres. Certains cégeps, aux prises avec d'importants déficits, en sont rendus à couper dans le personnel enseignant. Aussi, en cherchant à équilibrer leur budget, certains établissements ont augmenté leurs frais afférents et leurs tarifs de stationnement. Le réseau collégial a ainsi perdu beaucoup de ressources, et les effets de ces compressions se feront longtemps sentir dans la capacité de chaque cégep de remplir sa mission.

Les différentes universités du Québec ne s'en sortent pas mieux. L'Université du Québec à Trois-Rivières s'attend à enregistrer un déficit de plus de 10 M\$ pour l'année 2015-2016. L'Université du Québec en Outaouais a adopté pour l'année 2015-2016 un budget déficitaire de 2 M\$. Il manque 20 professeur·e·s à l'Université du Québec à Rimouski et il s'y donne maintenant moins de cours. L'ÉNAP se prive de 7 professeur·e·s dont elle a besoin pour ses quelques 750 étudiant·e·s. L'Université du Québec à Chicoutimi a adopté un budget déficitaire de 1,6 M\$ et a fusionné ou aboli quelque 85 cours. L'Université de Sherbrooke a supprimé 37 programmes et totalise 82 postes de professeur·e·s non comblés. L'Université du Québec à Montréal a retranché 150 cours en plus de prévoir un déficit de 12,5 M\$. L'Université Concordia, qui s'est fait couper 16 M\$ de son budget en 2014, mettait en place un programme de départ volontaire pour ses employé·e·s.

Difficile, donc, de dire que les compressions dans le secteur de l'éducation postsecondaire n'ont pas affecté les services.

Au niveau de l'éducation primaire et secondaire, les coupes gouvernementales ont aussi eu des conséquences importantes. Leur montant total se retrouve au tableau 3. Ce total inclut les compressions apportées en 2014 et 2015 à l'ensemble du réseau scolaire. Nous prenons aussi en considération le réinvestissement de 80 M\$ annoncé en novembre 2015.

Malgré les beaux discours d'espoir formulés au moment de ce réinvestissement de 80 M\$, il est évident que ce montant réinjecté dans le réseau scolaire n'équivaut pas aux compressions effectuées durant la période d'austérité. Et en dépit de l'annonce d'embauches d'enseignant·e·s à temps plein et de la création de classes de maternelle dans des milieux défavorisés avec ces 80 M\$, cela ne viendra pas effacer les dégâts occasionnés par les compressions.

Tableau 3

Compressions globales dans le secteur de l'enseignement primaire et secondaire entre 2014 et 2016

Secteur	Montant des compressions
Réseau scolaire du Québec	337 M\$*

* Notre total prend en considération le réinvestissement de 80M\$ annoncé en novembre 2015

SOURCE : Observatoire sur les conséquences de l'austérité 2014-2016, calculs de l'IRIS.

Les conséquences sont bien connues et ont été largement médiatisées. Nous en recensons plusieurs dans l'Observatoire. Des élèves d'écoles à vocation particulière se voient suspendre leur service de transport scolaire. Des services d'accompagnement pour les élèves handicapés ou élèves en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (EDHAA) sont réduits. Des élèves en difficulté se retrouvent dans des classes ordinaires, rendant ainsi plus ardue la tâche des enseignant·e·s. Le nombre d'élèves par classe augmente. Le nombre de livres achetés par les bibliothèques scolaires diminue. Des fermetures de classes ont lieu. Des postes de conseillers pédagogiques sont abolis. On constate une baisse de contrats octroyés en éducation spécialisée. Des emplois en enseignement, en administration, en orthopédagogie et en psychoéducation sont abolis. Les tarifs de garde scolaire ont augmenté (dans certains cas, ils ont même doublé). Hausse de taxes scolaires pour 26 commissions scolaires en 2014. Plusieurs autres hausses en 2015. Et ainsi de suite.

Au plan des budgets, ces compressions ont mis à mal la santé financière de plusieurs commissions scolaires. En 2014-2015, 32 commissions scolaires sur 72 présentaient des budgets déficitaires. En 2015-2016, ce déficit s'étendait à 39 commissions scolaires.

Dans le total indiqué au tableau 3, nous n'avons pas comptabilisé des compressions apportées à des programmes liés à l'éducation, comme celle de 25 M\$ pour le programme « Réunir Réussir », qui avait pour but la lutte au décrochage scolaire, ou encore celle de 70 000 \$ qui a mené à la fermeture d'un programme de sensibilisation à la science pour jeunes issus de milieux défavorisés en région.

Bref, l'on ne peut affirmer que le réseau de l'éducation est sorti indemne de cette période d'austérité.

Le même constat vaut pour le secteur de la santé et des services sociaux. Si l'on jette un coup d'œil au tableau 4, on constate que c'est près de 1 G\$ de compressions qui ont eu lieu durant cette période.

Tableau 4

Compressions dans le secteur de la santé et des services sociaux entre 2014 et 2016

Secteur	Montant des compressions
CHSLD	10,4 M\$
Pharmaciens et pharmaciennes	130 M\$
Établissements de santé	583 M\$
Centres jeunesse	20 M\$
Agences de la santé remplacées par les CISSS	220 M\$
Total	963,4 M\$

SOURCE : Observatoire sur les conséquences de l'austérité 2014-2016.

Les compressions en santé ont été massives durant cette période et sont venues s'ajouter à une réforme non moins importante des structures du réseau. Les Agences de la santé et les CSSS, on le sait, ont été remplacées par les CISSS, ce qui a mené à la mise à pied de 2000 employé·e·s.

Dans les établissements de santé, on souligne que durant cette période, le nombre de lits a diminué à plusieurs endroits (Institut de réadaptation Lyndsay-Gingras, CHSLD de Macamic, Hôpital de Maria, CISSS de la Chaudière-Appalaches, Hôpital Fleury, CSSS Haut-Richelieu-Rouville, et autres). On parle aussi d'un nombre alarmant de fermetures de postes, en grande partie chez les infirmières qui sont l'épine dorsale des services de première ligne. Bon nombre de postes administratifs ont aussi été abolis. Des postes de soutien, comme ceux de travailleur ou travailleuse sociale, d'ergothérapeute, de nutritionniste, d'intervenant·e psychosocial·e et autres ont aussi été coupés sur l'ensemble du territoire.

Dans certains cas, la coupe effectuée au niveau du personnel signifie éventuellement la fermeture d'une unité ou d'un établissement. Sur la Côte-Nord, par exemple, « L'Intervalle », établissement qui avait pour objectif d'accueillir des jeunes en difficulté et qui fut construit en 2013, a été obligé de fermer par manque de personnel. Au CUSM, c'est entre 1000 à 1500 opérations de moins qui se feront par année en raison des compressions, et le département de gériatrie risque de fermer.

Encore une fois, lorsqu'on parle de coupes de postes de première ligne, de fermetures de lits et d'établissements, ceci implique la réduction durable des services offerts aux citoyens et citoyennes.

Cette érosion des services se fait aussi ressentir dans le cadre des services de garde. Les compressions apportées

à ce chapitre durant la période d'austérité du gouvernement Couillard ont approché 200 M\$.

Avec des budgets réduits, les CPE ont dû faire ce qu'ils pouvaient pour équilibrer leurs finances. Dans différents CPE, on a envisagé de couper des heures de travail d'éducatrices, de diminuer la quantité de viande dans les repas des enfants et de couper dans les heures d'entretien. Dans bien des cas, il a même été question d'abolir des postes.

Et nous n'abordons même pas, dans tout ce décompte, de la modulation tarifaire selon le revenu des ménages, qui met à mal le tarif universel de 7,30 \$ par jour par enfant en CPE. Les familles paient maintenant entre 7,55 \$ par jour et 20,70 \$ selon leur revenu.

Si l'on regarde les différentes compressions apportées à divers services publics, on se rend compte qu'il y a ici un enjeu qui est plus que comptable, mais qui relève de l'idéologie sociale mise de l'avant par le gouvernement.

Tableau 5

Compressions dans des services publics variés entre 2014 et 2015

Secteur	Montant des compressions
Aide sociale	65 M\$
Accès-Logis	53 M\$
Total	118 M\$

SOURCE Observatoire sur les conséquences de l'austérité 2014-2016.

Le tableau 5 montre la répercussion budgétaire des changements apportés aux règles d'admissibilité à l'aide sociale. Le gouvernement ne semble pas vraiment intéressé à économiser 65 M\$. Après tout, ce montant est dérisoire en comparaison de la totalité des dépenses des missions gouvernementales, qui est de 88,1G \$ pour l'année 2015-2016. Le message que diffuse le gouvernement avec une telle décision est qu'il est tout à fait possible et acceptable socialement d'abandonner les plus pauvres d'entre nous. Rappelons que dans une publication récente de l'IRIS, nous avons calculé que le déficit humain, c'est-à-dire ce que l'on devait collectivement aux personnes n'ayant pas les moyens de subvenir à leurs besoins de base, s'élevait déjà à 3,6 G\$ en 2011⁴.

Le même raisonnement vaut pour les compressions imposées à un programme comme Accès-Logis, qui a pour objectif la réalisation de logements sociaux à prix modiques pour les ménages à faible revenu. Les compressions effectuées dans ce programme sont venues entraver de nombreux projets. Dans un cas particulier sur la Côte-Nord, il a même été question de ne pas terminer un projet faute de financement.

La reconfiguration idéologique que masque la notion d'austérité apparaît également lorsque nous regardons les compressions imposées dans le secteur de la lutte contre le sexisme et l'homophobie (voir tableau 6). Les montants en jeu sont relativement faibles en comparaison des compressions dans d'autres secteurs, mais comme les groupes concernés étaient déjà largement sous-financés, elles n'en sont pas moins pénibles à encaisser.

Tableau 6

Compressions dans des organisations et des campagnes de sensibilisation contre le sexisme, l'homophobie et pour la défense de l'égalité homme/femme

Secteur	Montant des compressions
Organismes d'aide à l'emploi pour les femmes	700 000 \$
Concours « Chapeau les filles »	60 000 \$
Conseil du statut de la femme	458 000 \$
Campagne publicitaire pour l'égalité homme/femme	500 000 \$
Campagne publicitaire contre l'homophobie	1 000 000 \$
Total	2 718 000 \$

SOURCE Observatoire sur les conséquences de l'austérité 2014-2016.

3

L'austérité comme nouveau modèle de société

En conclusion, les mesures d'austérité adoptées ont contribué à la dégradation d'institutions qui permettaient un partage collectif des risques individuels. Malgré les promesses d'investissement, les dommages sont faits et leurs effets continueront à se faire ressentir dans le quotidien des travailleurs, des travailleuses, des pauvres, autant de citoyens et de citoyennes qui sont de plus en plus laissés-e-s à eux et elles-mêmes pour se confronter aux aléas de la vie. En coupant dans les services publics, dans les programmes sociaux, et en mettant en place des politiques qui promeuvent la figure de l'utilisateur-payeur, le gouvernement utilise les mesures d'austérité comme un moyen pour transformer les institutions du Québec.

Le gouvernement parle d'un fleuve tranquille suite à un torrent. Dans les faits, le torrent a été violent et la coque a été sabotée. Le vaisseau prend l'eau, et celle-ci monte dans la coque. Il serait déraisonnable de nous attendre à ce que le gouvernement responsable de ce désastre prenne de lui-même l'initiative de corriger la situation.

À l'inverse, nous pouvons penser que ce gouvernement a déjà les yeux rivés ailleurs, sur la construction d'un nouveau type d'État qui sera moins solidaire. Au lieu d'investir pour réparer les pots cassés, il est plus probable qu'il aille de l'avant en posant de nouveaux jalons dans la construction de l'État néolibéral.

Notes de fin de document

- 1 « Accueil », *Observatoire des conséquences des mesures d'austérité*, IRIS <http://austerite.iris-recherche.qc.ca/> (consulté le 2 mars 2016).
- 2 Tommy CHOUINARD, « Les étudiants étrangers au Québec », *La Presse+*, le 2 février 2016, [http://plus.lapresse.ca/screens/a758f7c1-569e-4a61-bacc-40c6820c7813 %7C_0.html](http://plus.lapresse.ca/screens/a758f7c1-569e-4a61-bacc-40c6820c7813%7C_0.html).
- 3 Michel CORBEIL, « Étudiants français : la hausse des frais de scolarité inquiète l'UQ », *Le Soleil*, le 17 février 2015, www.lapresse.ca/le-soleil/actualites/education/201502/16/01-4844777-etudiants-francais-la-hausse-des-frais-de-scolarite-inquiete-luq.php.
- 4 Simon TREMBLAY-PEPIN et Vivian LABRIE, *Le déficit humain imposé aux plus pauvres*, IRIS, 23 février 2016, <http://iris-recherche.qc.ca/publications/deficit-humain>.

austerite.iris-recherche.qc.ca/



INSTITUT DE RECHERCHE ET D'INFORMATIONS SOCIO-ÉCONOMIQUES

1710, rue Beaudry, bureau 3.4, Montréal (Québec) H2L 3E7

514.789.2409 • iris-recherche.qc.ca